

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE L'OISE

COMMUNE D'ANGY

(60250)

Nombre de membres afférents
au Conseil municipal : 15
En présence : 10
Qui ont pris part à la délibération : 15

Date de convocation : 9/11/2015
Date d'affichage : 09/11/2015

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
EN DATE DU 19 novembre 2015

DELIB 53/2015

L'an deux mil quinze le dix-neuf novembre à 19 heures, le conseil municipal d'ANGY, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en la salle du conseil de la mairie, sous la présidence de Madame Marie-Chantal NOURY maire, suite à la convocation adressée par Madame le Maire, le 9 novembre 2015

Présents : Mme NOURY Marie-Chantal, Mme CALLARD Patricia, M. MARTIN Alain, M. ROUYERE Pascal, M. LEGUAY Guillaume, M. CREPY Patrice, M. GAINÉ Christophe, M. GILLET Philippe, Mme BOSQUET Alexandra, Mme HEMBERT Katia

Absent(e)s ayant donné procuration : Mme RALLU Caroline donne procuration à M. CREPY Patrice ; M. DEROZIER James donne procuration à Mme HEMBERT Katia ; M. LE CLEGUEREC donne procuration à Mme CALLARD Patricia ; Mme BOSQUET Alexandra donne procuration à M. ROUYERE Pascal ; Mme BOODIA Patricia donne pouvoir à M. MARTIN Alain

Absent excusé : néant

Madame le maire informe que Maître BELLANGER, huissier de justice est présent dans la salle du conseil municipal.

Appel nominal, Le quorum étant atteint, Madame le Maire ouvre la séance à 19 heures 15 et Madame CALLARD Patricia est élue secrétaire de la séance, à l'unanimité.

(PLU) - Prescription et définition des modalités de concertation – délibération 53/2015

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et en particulier ses articles L121-1 et R123-1 et suivants, L300-2,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

Vu la loi du 2 juillet 2003 dite urbanisme et habitat,

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

Vu le décret n° 2012-996 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars relative à l'accès au logement et à un urbanisme Renouvé (loi ALUR),

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ayant modifié certaines dispositions de la loi ALUR,

Vu le code de l'environnement,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 1^{er} juillet 1985 ayant approuvé le POS

Vu la délibération du conseil municipal en date des 22/10/1990, du 10/01/1994, du 26/05/1995, du 17/09/1998, du 9/07/1999 et du 26/12/2000 ayant approuvé les modifications du POS

Madame le maire expose au conseil municipal que la commune d'Angy est actuellement dotée d'un POS

La loi ALUR prévoit la caducité de tous les POS au 31 décembre 2015 sauf pour les communes qui auront engagé une procédure d'élaboration de leur plan local d'urbanisme (PLU) avant cette date.

A défaut, les communes n'ayant pas délibéré dans ce sens seront soumises de plein droit au Règlement National d'Urbanisme à compter du 1^{er} janvier 2016.

Madame le maire expose au conseil municipal :

- Qu'il est nécessaire de tenir compte des dispositions de la loi ALUR
- Que le POS tel qu'il a été approuvé ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement de la commune et qu'il y a lieu d'élaborer un document répondant aux dispositions à l'article L 121-1 du code de l'urbanisme,
- Que les objectifs de la commune sont :
 - o Maîtriser l'urbanisation du village
 - o Préserver son environnement
 - o Prendre en compte les risques
 - o Restructurer le centre bourg
 - o Préserver le cadre de vie
 - o Préserver et renforcer l'identité du village
 - o Préserver le patrimoine de la commune
 - o Préserver la qualité architecturale de l'environnement
 - o Maintenir la vocation agricole du territoire
 - o Maîtriser l'évolution de la zone d'activités
 - o Favoriser le renouvellement urbain tout en conservant une évolution modérée de la population
- Qu'il y a lieu de prescrire l'élaboration d'un PLU sur la commune et de fixer les modalités de concertation avec la population pendant cette procédure d'élaboration :
 - o Affichage de la présente délibération
 - o Organisation de réunions publiques

Envoyé en préfecture le 23/11/2015

Reçu en préfecture le 23/11/2015

Affiché le

ID : 060-216000158-20151119-201553-DE

- ❖ Mise à disposition des documents d'étude (diagnostic, projet d'aménagement et de développement durable etc...)
- ❖ Information à la population par le biais du journal communal ou tout autre support
- ❖ Mise à disposition d'un cahier de doléances

Après avoir entendu l'expose, le maire soumet au vote de l'assemblée délibérante la proposition citée supra qui, après en avoir délibéré, et un vote à main levée, est approuvée à l'unanimité

- La prescription de l'élaboration d'un PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions du code de l'urbanisme
- D'approuver les objectifs communaux visés ci-dessus
- De choisir la communauté de communes du Pays de Thelle en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du PLU
- D'engager dès à présent, en vertu des articles L 300-2 et R123-18 du code de l'urbanisme, une concertation publique avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées selon les modalités précitées, et ce pendant toute la période d'élaboration du PLU, c'est-à-dire jusqu'à ce que son élaboration soit arrêtée par le conseil municipal,
- De charger la commission d'urbanisme du suivi des travaux d'élaboration du projet de PLU,
- D'autoriser le maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration du PLU,
- D'autoriser le maire à solliciter l'Etat, en vertu de l'article L 121.7 du code de l'urbanisme, afin que soit allouée à la commune une dotation destinée à compenser les dépenses entraînées par l'élaboration d'un document d'urbanisme,
- D'autoriser le maire à solliciter le département de l'Oise afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et les frais d'études nécessaires à l'élaboration du PLU,
- D'autoriser le maire à solliciter tout autre financeur éventuel,
- D'inscrire les crédits destinés au financement des dépenses afférentes au budget de l'exercice considéré,

Conformément à l'article L123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée à :

- Monsieur le Préfet de l'Oise
- Monsieur le Président du Conseil Régional de Picardie
- La direction Régionale des affaires culturelles
- Monsieur le Président du conseil départemental de l'Oise
- Monsieur le Président de la communauté de communes du Pays de Thelle
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise
- Monsieur le Président de la Chambre d'agriculture
- Monsieur le Président de la chambre des métiers
- Monsieur le président du Syndicat Mixte des transports collectifs de l'Oise
- Messieurs les présidents des Syndicats intercommunaux
- Mesdames et Messieurs les maires des communes voisines
- Monsieur le président du SIVOM, SE60, EDF- ERDF – GDF, SMOHDT, France télécom ;

Conformément aux articles R. 123-24 et R 124-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet pendant un mois d'un affichage en mairie et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.
La présente délibération sera transmise au contrôle de la légalité et toutes les instances avisées.
La présente délibération sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Amiens (14, rue Lemerchier 80000 AMIENS) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Et ont signé les membres présents,

POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES DELIBERATIONS
A ANGY, le 23 novembre 2015
LE MAIRE,
Marie-Chantal NOURY



2015

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en S/P le : 23 novembre 2015 et publication le : 23 novembre